

Note d'analyse

**des coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement
dans les tarifs réglementés de vente de gaz naturel
de Sorégies au 1^{er} juillet 2014**

28 mai 2014

CONTEXTE ET OBJECTIFS DES TRAVAUX MENES PAR LA CRE	3
PREAMBULE	5
I. PRESENTATION DE LA STRUCTURE DES COUTS DE SOREGIES	6
1 PRESENTATION DES ACTIVITES DE SOREGIES ET DE LA DISSOCIATION COMPTABLE	6
2 REPARTITION DES NATURES DE COUTS LIES A L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX CLIENTS AUX TARIFS REGLEMENTES	7
II. ANALYSE DES COUTS CONSTATES ET PREVISIONNELS DE L'ACTIVITE DE FOURNITURE DE GAZ AUX TARIFS REGLEMENTES DE SOREGIES	8
1 COUTS D'APPROVISIONNEMENT	8
1.1 FORMULE EN VIGUEUR	8
1.2 EVOLUTION DE LA PART MATIERE EN 2013	9
1.3 PERSPECTIVE D'EVOLUTION DES CONDITIONS D'APPROVISIONNEMENT	9
2 COUTS HORS APPROVISIONNEMENT	10
2.1 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT SUPPORTEES PAR SOREGIES EN 2013	10
2.2 ANALYSE DES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT PREVISIONNELS POUR L'ANNEE 2014 ET LE 1 ^{ER} SEMESTRE 2015	10
2.2.1 COUTS D'UTILISATION DES INFRASTRUCTURES	10
2.2.2 COUTS DE COMMERCIALISATION	11
2.2.3 EVOLUTION DU NOMBRE DE CLIENTS ET DES VOLUMES ASSOCIES	11
2.2.4 CONCLUSION SUR LES COUTS HORS APPROVISIONNEMENT A PRENDRE EN COMPTE	11
III. CONCLUSIONS	12

Contexte et objectifs des travaux menés par la CRE

Cadre juridique

L'article L. 445-3 du code de l'énergie dispose que « *Les tarifs réglementés de vente du gaz naturel sont définis en fonction des caractéristiques intrinsèques des fournitures et des coûts liés à ces fournitures. Ils couvrent l'ensemble de ces coûts à l'exclusion de toute subvention en faveur des clients qui ont exercé leur droit prévu à l'article L. 441-1* ».

L'article 3 du décret du 16 mai 2013 modifiant l'article 4 du décret du 18 décembre 2009 relatif aux tarifs réglementés de vente de gaz naturel prévoit que :

« Pour chaque fournisseur est définie une formule tarifaire qui traduit la totalité des coûts d'approvisionnement en gaz naturel. La formule tarifaire et les coûts hors approvisionnement permettent de déterminer le coût moyen de fourniture du gaz naturel, à partir duquel sont fixés les tarifs réglementés de vente de celui-ci, en fonction des modalités de desserte des clients concernés.

Les coûts hors approvisionnement comprennent notamment :

- *les coûts d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel et, le cas échéant, des réseaux de distribution publique de gaz naturel, résultant de l'application des tarifs d'utilisation des infrastructures de gaz fixés par la Commission de régulation de l'énergie ;*
- *les coûts d'utilisation des stockages de gaz naturel, le cas échéant ;*
- *les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.*

La méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement pour chaque fournisseur est précisée par arrêté des ministres chargés de l'économie et de l'énergie, après avis de la Commission de régulation de l'énergie.

La Commission de régulation de l'énergie effectue chaque année une analyse détaillée de l'ensemble des coûts d'approvisionnement en gaz naturel et hors approvisionnement. Les coûts de commercialisation peuvent être, en cas d'indisponibilité des données, estimés à partir de moyennes. La Commission de régulation de l'énergie intègre notamment dans son analyse les possibilités d'optimisation du portefeuille d'approvisionnement de chaque fournisseur sur la période écoulée. Elle peut proposer aux ministres chargés de l'énergie et de l'économie de revoir la formule tarifaire ou la méthodologie d'évaluation des coûts hors approvisionnement, afin de prendre en compte l'évolution des coûts dans les tarifs. Elle remet au Gouvernement les résultats de cette analyse et les rend publics, dans le respect du secret des affaires, au plus tard le 15 mai. »

Avis de la CRE du 11 avril 2013

La CRE a été saisie, pour avis, par la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur ce projet de décret. Dans sa délibération du 11 avril 2013, elle a émis un avis défavorable au 7ème alinéa de l'article 4, qui encadre l'analyse par la CRE des coûts des fournisseurs aux tarifs réglementés de vente de gaz en observant :

« La CRE considère, qu'appliquées à l'ensemble des 24 fournisseurs historiques, elles seraient disproportionnées au regard des objectifs de vérification de l'adéquation des tarifs et de transparence qui viennent d'être rappelés, les 22 ELD représentant moins de 5% des sites alimentés aux tarifs réglementés de vente de gaz en France.

En tout état de cause, une telle mesure supposerait que le fournisseur historique puisse fournir à la CRE ses comptes détaillés. Or, ce n'est pas toujours possible s'il s'agit d'un fournisseur multi-fluides (eau, gaz, électricité, assainissement) ou qui n'a pas établi de comptes séparés pour ses activités de fourniture et de distribution. En effet, la délibération de la CRE du 7 février 2007 relative aux principes

de dissociation comptable applicables aux ELD, qui précise l'article 25 de la loi de la loi du 10 février 2000, prévoit que seules les ELD dont le réseau achemine une quantité d'énergie supérieure à 700 GWh doivent tenir des comptes dissociés. L'établissement de la séparation des comptes liés aux activités de fourniture aux tarifs réglementés de vente de gaz de ceux liés aux autres activités pourrait engendrer pour les fournisseurs des coûts disproportionnés au regard des objectifs à atteindre. Seules huit des 22 ELD disposent ainsi à ce jour d'une comptabilité dissociée.

Enfin, compte tenu des limites des ressources dont elle dispose, la CRE n'est pas en mesure de procéder à des audits et des contrôles annuels sur la totalité des 24 fournisseurs. Elle rappelle en particulier que ses effectifs et ses moyens n'ont pas été ajustés au fort développement de ses missions et ses activités depuis 2009, avec la transposition des textes européens du troisième paquet sur l'énergie, la loi sur la nouvelle organisation du marché de l'énergie, et le développement des appels d'offres en matière d'énergies renouvelables.»

Objectifs

Afin d'éclairer ses prochains avis sur l'évolution des tarifs réglementés de Sorégies, la CRE a procédé à une analyse de ses coûts d'approvisionnement et hors approvisionnement.

Compte-tenu des difficultés exposées dans l'avis du 11 avril 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener ses analyses dans les délais prévus par le décret du 16 mai 2013.

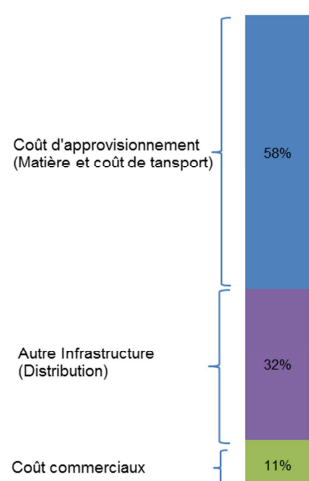
La CRE a adressé à Sorégies, en date du 11 février 2014, un courrier de lancement précisant l'objectif et le cadre de cet exercice. Les échanges se sont déroulés principalement sur les mois d'avril et mai 2014.

Par cette note, la CRE rend compte des résultats de ces travaux.

NB : certains graphiques sont présentés sans échelle, afin de respecter le secret des affaires.
--

Préambule

En préambule à la présentation des principaux constats effectués lors de ces travaux, le graphique ci-dessous présente, à titre illustratif, les coûts pris en compte dans les tarifs réglementés de vente de Sorégies en 2013, et leurs parts respectives:

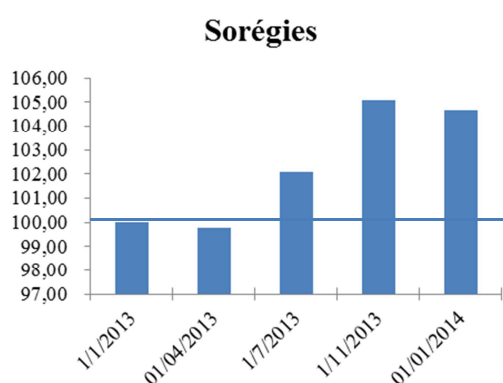


La facture hors taxes aux tarifs réglementés est constituée de trois composantes :

- les coûts d'approvisionnement y compris les coûts de transport (ou « matière ») ;
- les autres infrastructures (coûts d'utilisation des réseaux de distribution publique de gaz naturel) ;
- les coûts de commercialisation des services fournis, y compris une marge commerciale raisonnable.

L'évolution du terme représentant les coûts d'approvisionnement en gaz naturel (composante « matière ») est calculée à partir d'une formule tarifaire.

L'évolution du tarif en % d'un client type B1¹ ayant une consommation moyenne de 17Mwh depuis le 1^{er} janvier 2013 est la suivante :



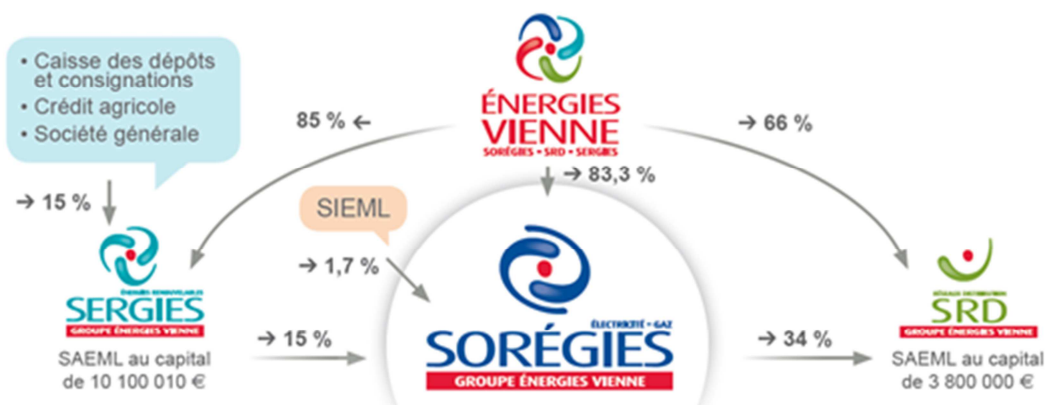
¹ Client ayant une consommation annuelle indicative comprise entre 6 et 30 Mwh à usage de chauffage, eau chaude et/ou cuisine individuelle

I. Présentation de la structure des coûts de Sorégies

1 Présentation des activités de Sorégies et de la dissociation comptable

Sorégies couvre l'ensemble du secteur du gaz et de l'électricité et exerce des activités dans les domaines de la production, la distribution, la fourniture, l'éclairage public, la cartographie et la télévision câblée.

Sorégies est une SEM locale dont l'actionnaire principal est le Syndicat Energies Vienne (anciennement SIEEDV – Syndicat intercommunal d'électricité et d'équipement de la Vienne) détenant 83,3% de l'entreprise :



En 2012, le chiffre d'affaires total de Sorégies s'élève à 228,3 M€. La contribution du chiffre d'affaires « électricité » représente 96,0 M€ (soit 42%), le « gaz » 7,5 M€ (soit 3%) et 124,8 M€ (soit 55%) sont liés à d'autres activités.

Compte tenu des diverses activités de Sorégies, les coûts de l'activité de fourniture de gaz sont établis à l'issue d'un exercice de dissociation comptable, par application des principes de dissociation approuvés par la CRE (Délibération du 26 mars 2014).

Ces principes reposent sur un système d'imputation directe des charges à l'activité concernée, ou, lorsque cela n'est pas possible, par une application de clés (CA, effectifs, surface) qui permettent une correcte affectation des charges à l'activité concernée.

Les principaux périmètres d'activités dissociés de Sorégies sont les suivants :

- a) Électricité :
 - la fourniture d'électricité aux clients au tarif réglementé ;
 - la fourniture d'électricité aux clients en offre de marché ;
 - la production d'électricité
- b) Gaz :
 - la fourniture de gaz aux clients au tarif réglementé ;
 - la fourniture de gaz aux clients en offre de marché
 - la gestion du réseau de distribution de gaz naturel.
- c) Autres activités :
 - la distribution de gaz Propane ;
 - le trading ;
 - l'exploitation de réseaux d'éclairage public ;
 - la télédistribution
 - les prestations de cartographie informatisée ;

- les autres prestations réalisées pour le compte des filiales.

Sorégies a transmis à la CRE ses comptes dissociés 2013 de l'activité gaz le 20 mai 2014. Compte-tenu du calendrier de ces travaux contraints par le décret du 16 mai 2013, la CRE n'a pas été en mesure de mener des travaux d'analyse et de validation des données de cette comptabilité dissociée afin de s'assurer de la correcte application des principes de dissociation.

2 Répartition des natures de coûts liés à l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés

Le chiffre d'affaires lié l'activité de fourniture de gaz aux clients aux tarifs réglementés de Sorégies s'élève à environ 6,4 M€ en 2013.

A fin 2013, le nombre de clients de Sorégies aux tarifs réglementés est de 6 006 pour une consommation de 107 GWh. Les clients B1 représentent 81% des effectifs « clientèle » et 74% de la consommation globale.

Les principaux postes de charges et produits supportés par Sorégies sont les suivants :

Produits d'exploitation

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires comprend les ventes d'énergie qui représentent la part fourniture des ventes aux clients au tarif réglementé incluant les coûts d'approvisionnement, d'infrastructure, et les coûts commerciaux y compris la marge commerciale.

Autres produits d'exploitation

Ce poste comprend principalement la production immobilisée, les reprises de provision.

Charges d'exploitation

Achats d'énergie

Ce poste représente l'achat de fourniture de gaz pour les clients aux tarifs réglementés.

Charges externes

Ce poste comprend la maintenance, les locations, le personnel intérimaire, les autres services extérieurs, les honoraires, le parrainage/sponsoring, les frais postaux et bancaires, etc.

Charges de distribution

Ce poste représente les coûts d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel. Sorégies ayant par ailleurs une activité de gestionnaire de réseau de distribution (GRD), ce coût correspond à la refacturation de la prestation du GRD.

Charges de personnel

Les charges de personnel incluent les salaires et traitements des agents ainsi que les charges sociales associées.

Autres charges d'exploitation

Les principaux montants enregistrés dans ce compte concernent notamment des primes accordées ainsi qu'une prestation au GRD.

Dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements d'exploitation sont principalement constituées par la dotation aux amortissements pour immobilisations incorporelles.

II. Analyse des coûts constatés et prévisionnels de l'activité de fourniture de gaz aux tarifs réglementés de Sorégies

En l'absence de comptes dissociés disponibles au titre de l'exercice 2013, la CRE n'est pas en mesure d'appuyer son analyse présentée ci-après sur des données comptables.

1 Coûts d'approvisionnement

Un fournisseur s'est engagé par contrat à fournir à différents PITD du gaz naturel. Les conditions particulières du contrat prévoient en fonction des points de livraison un prix du gaz en fonction :

- Pour un point de livraison du département de Vendée, à compter de janvier 2013, la facturation est établi avec une part fixe mensuelle et un terme de quantité indexé PEG Nord.
- Pour des points de livraison dans le département de la Vienne, la facturation est fonction d'un terme fixe mensuel et d'un terme fixe de quantité en €/MWh, ces termes ont évolué pour la période 1^{er} novembre 2013 au 31 octobre 2014.
- Pour des points de livraison dans les départements de la Vienne, de la Vendée et du Maine et Loire, la facturation jusqu'au 31 octobre 2013 est fonction d'une part fixe mensuelle et un terme de quantité indexé sur la formule STS publié par la CRE, à compter du 1^{er} novembre 2013 le terme de quantité est indexé PEG Nord.

1.1 Formule en vigueur

Jusqu'à 1^{er} juillet 2013, la formule fixée par décret correspondait au tarif STS fixé par la CRE en 2011.

En 2013 les coûts d'approvisionnement de Sorégies se décomposent en 90% à prix fixe et 10% de prix indexé. Au vu des éléments dont la CRE disposait sur l'adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d'arrêté² concernant cette formule dans sa délibération du 10 octobre 2013.

La formule d'évolution tarifaire pour les clients distribués a donc été construite sur ce modèle, soit :

$$\Delta m = 9/10 \Delta PO + 1/10 [(\Delta FOD \text{ €/t} * 0,01988 + \Delta FOL \text{ €/t} * 0,02652 + \Delta BRENT \text{ €/bl} * 0,06206 + \Delta EURUSD * 1,3107)]$$

PO : représente la constante définie dans les clauses contractuelles d'approvisionnement

FOL : représente la cotation à Rotterdam du fioul lourd basse teneur en soufre, en euros par tonne, constatée sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

FOD : représente la cotation à Rotterdam du fioul domestique à 0,1%, en euros par tonne, sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

Brent : représente la cotation du baril de pétrole en euros par baril, sur la période de trois mois se terminant K mois avant la date du mouvement tarifaire

² Arrêté du 15 octobre 2013

Pour prendre en compte les modifications des contrats d’approvisionnement intervenue fin 2013, et au vu des éléments dont la CRE disposait sur l’adéquation de la formule proposée aux coûts, a émis un avis favorable au projet d’arrêté³ définissant une nouvelle formule dans sa délibération du 19 décembre 2013.

L’évolution des coûts d’approvisionnement à compter du 1^{er} janvier 2014 des tarifs réglementés de vente est déterminée en fonction de la formule suivante :

$$\Delta m = 9/10 \Delta P0 + 1/10 \Delta \text{PEGN QA } \text{€}/\text{Mwh}$$

P0 : représente la constante définie dans les clauses contractuelles d’approvisionnement

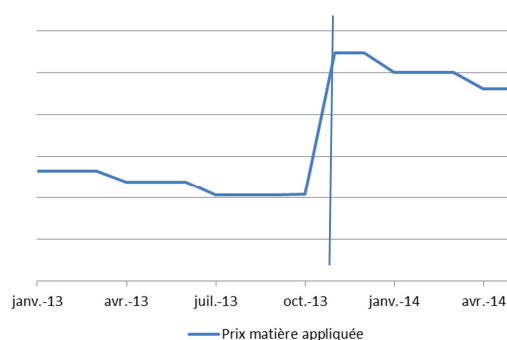
PEGN QA : représente les cotations du PEG Nord Quater, publiées par Powernext en euros par MWh correspondant au trimestre calendaire du mouvement, tel qu’il est constaté sur la période du mois se terminant deux mois avant le trimestre calendaire du mouvement tarifaire

Cette formule est toujours en vigueur.

1.2 Evolution de la part matière en 2013

La part matière prise en compte dans les tarifs a évolué tous les trimestres, par application de la formule en vigueur.

L’évolution de la part matière appliquée (formule) est la suivante :



L’évolution significative au 1^{er} novembre 2013 s’explique par l’application d’une nouvelle formule à compter de novembre 2013.

En l’absence de suivi analytique des coûts d’approvisionnement par Sorégies, la CRE n’est pas en mesure d’apprécier, sur l’ensemble de l’année 2013, l’adéquation des coûts d’approvisionnement estimés par la formule aux coûts réellement supportés.

1.3 Perspective d’évolution des conditions d’approvisionnement

Le contrat principal d’approvisionnement (90% des volumes à prix fixe) arrive à son terme en octobre 2014, Sorégies a indiqué qu’un contrat venait d’être signé le prix a été fixé pour 50% des volumes prévisionnels pour la période novembre 2014 à octobre 2015.

³ Arrêté du 26 décembre 2013

Une révision de la formule tarifaire apparaît par conséquent nécessaire, au 1^{er} novembre 2014, afin de refléter au mieux l'évolution des conditions d'approvisionnement de Sorégies dans la formule tarifaire, et de répercuter ces gains éventuels au consommateur final au travers des tarifs réglementés de vente de gaz naturel.

2 Coûts hors approvisionnement

2.1 Analyse des coûts hors approvisionnement supportées par Sorégies en 2013

Les coûts supportés en 2013 par Sorégies ont été marqués par :

- une augmentation des coûts d'utilisation des réseaux de transport, pris en compte dans la part fixe du contrat d'approvisionnement ;
- par ailleurs l'application de l'évolution du tarif commun d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel a induit une augmentation sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution de Sorégies⁴ de +1,6%.

La CRE relève que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Sorégies a pris en compte l'ensemble de ses hausses.

Sorégies a fourni la décomposition de ces coûts par grande nature de charges pour l'exercice 2013. Toutefois, en l'absence de comptabilité dissociée au début du mois de mai 2014, la CRE n'est pas en mesure de se prononcer sur la couverture de la totalité des coûts supportés par Sorégies par les tarifs réglementés sur l'exercice 2013.

2.2 Analyse des coûts hors approvisionnement prévisionnels pour l'année 2014 et le 1^{er} semestre 2015

La méthode d'évaluation retenue par la CRE est basée sur l'article 3 de l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Sorégies:

2.2.1 Coûts d'utilisation des infrastructures

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que : « *sont pris en compte, pour la part afférente aux ventes aux tarifs réglementés, les tarifs de distribution fixés par la Commission de régulation de l'énergie et les coûts d'utilisation des infrastructures gazières de transport et de stockage de gaz naturel. Le gaz étant livré aux points d'interface des réseaux de transport et de distribution, les coûts de transport et de stockage font l'objet, pour Sorégies, d'une facturation par le fournisseur du combustible* ».

Sorégies a établi ses coûts prévisionnels en prenant en compte les hypothèses suivantes :

- une diminution des coûts de transport suite à la renégociation, à la fin de l'année 2013, du niveau de la part fixe de son contrat d'approvisionnement ;
- une augmentation des coûts du GRD de Sorégies au 1^{er} juillet 2014 qui induit une hausse de +22,5%⁵ sur les coûts d'utilisation des réseaux de distribution.

⁴ Délibération de la CRE du 25 avril 2013

L'évolution des coûts d'infrastructure de Sorégies doit être répercutée dans ses tarifs réglementés au 1^{er} juillet 2014.

2.2.2 Coûts de commercialisation

L'arrêté du 27 juin 2013 prévoit que les coûts commerciaux : *«se composent des coûts de gestion de la clientèle, de gestion de l'approvisionnement et de gestion de l'accès aux infrastructures, des coûts des certificats d'économie d'énergie, des coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane ainsi que d'une marge commerciale raisonnable. Les coûts des contributions concernant le tarif spécial de solidarité et le biométhane sont déterminés à partir des montants des contributions unitaires fixées par arrêtés après avis de la Commission de régulation de l'énergie et font l'objet d'une facturation spécifique. L'évaluation de ces coûts se fonde sur les dernières données observées, corrigées le cas échéant des facteurs d'évolution prévisibles »*.

Au titre de l'année 2014, Sorégies indique prendre en compte une augmentation du total ces coûts commerciaux par rapport aux coûts commerciaux réalisés en 2012.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Sorégies ne seraient pas réalistes.

2.2.3 Evolution du nombre de clients et des volumes associés

Dans le cadre de ces travaux, Sorégies a transmis à la CRE ses prévisions d'évolutions en tenant compte des évolutions du portefeuille clients en 2014.

Dans ses prévisions, Sorégies indique à ce stade ne pas prendre en compte les évolutions éventuelles de son portefeuille sur le 1^{er} semestre 2015, notamment s'agissant des effets de la fin de certains tarifs réglementés sur ses volumes de ventes.

La CRE ne dispose pas d'éléments qui la conduiraient à considérer que les prévisions de Sorégies ne seraient pas réalistes.

2.2.4 Conclusion sur les coûts hors approvisionnement à prendre en compte

Compte-tenu des éléments qui précèdent, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de Sorégies au 1^{er} juillet 2014 est nécessaire afin de traduire l'évolution de ses coûts hors approvisionnement, notamment s'agissant des coûts d'infrastructure.

A la date des travaux menés par la CRE, Sorégies indique que ses prévisions sont susceptibles de modification d'ici au 1^{er} juillet 2014.

⁵ Délibération de la CRE du 26 mars 2014

III. Conclusions

A l'issue de ces travaux, la CRE n'est tout d'abord pas en mesure de conclure sur la couverture des coûts par les tarifs réglementés de vente de gaz sur l'exercice 2013, en l'absence de comptabilité dissociée disponible.

La CRE relève toutefois que l'arrêté du 27 juin 2013 relatif aux tarifs réglementés de vente du gaz naturel de Sorégies est motivé par la prise en compte des évolutions de ses coûts en 2013, notamment concernant les évolutions des coûts d'utilisation des infrastructures.

S'agissant des coûts d'approvisionnement, la CRE n'a pas relevé d'éléments susceptibles de justifier une révision de la formule tarifaire au 1^{er} juillet 2014.

S'agissant des coûts hors approvisionnement, la CRE considère qu'une évolution des tarifs réglementés de vente de Sorégies, qu'il conviendra de déterminer d'ici au 1^{er} juillet 2014, est nécessaire afin de traduire l'évolution de ces coûts.